



La Roquebrussanne

DEPARTEMENT DU VAR

ARRETE MUNICIPAL N°306/2023

Portant autorisation de circulation / dérogation annuelle 2023

Le Maire de la Roquebrussanne,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L. 2213-2 al 1 et L.2122-18.

VU le Code de la Route, notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-8, R.411-25 à R.411-28 et R.422-4,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R.141-3,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue -approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié),

VU l'arrêté municipal n°2020/081 du 23 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures au 3^{ème} adjoint, monsieur Jean-Pierre GOUJON,

VU l'arrêté municipale n°02/2020 en date du 20 octobre 2020 relatif aux règles de circulation et de stationnement,

Considérant l'importance de la société « POINT P » dans le secteur et le volume important de livraisons effectué par la société,

Considérant qu'une demande ponctuelle et justifiée n'entache pas la légitimité de l'interdiction qui vise à préserver le domaine public,

Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir à la sécurité de l'ensemble des usagers de la voie publique.

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société « POINT P » est autorisée à déroger à la limitation de tonnage dans le cadre de livraisons sur l'ensemble du territoire de la commune de La Roquebrussanne du jeudi 21 décembre 2023 à 07h00 au vendredi 30 décembre 2024 à 18h00. La société « POINT P » est autorisée à circuler avec des véhicules de type poids-lourd d'un PTAC n'excédant pas 19 tonnes.

ARTICLE 2 :

La société « POINT P » informera les services de la Police Municipale par courriel (police@laroquebrussanne.fr) de chaque livraison planifiée en respectant un délai minimum de vingt-quatre heures. Concernant une livraison dite « de dernière minute », la société informera également par tout moyen le service de la Police Municipale. Cette information comprend la tranche horaire de livraison, le type de véhicule et son PTAC et l'adresse de livraison. Un itinéraire pourra être imposé en conséquence. Par ailleurs, compte tenu d'une éventuelle planification festive, événementielle ou pour toute autre raison fortuite, la livraison pourrait être repoussée voire annulée.

En cas de contraintes particulières attachées à la livraison (délais de livraisons, stationnement sur voirie, problème de gabarit, blocage de voie...), la société « POINT P » devra effectuer une requête spécifique dans les quinze jours précédant la livraison.

ARTICLE 3 :

Le permissionnaire ainsi que les conducteurs responsables des véhicules, veilleront à préserver les droits des tiers, seront et demeureront entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de leurs activités. Ils veilleront par tous moyens à la sécurité des usagers.

Ils veilleront à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. Les revêtements de chaussées dégradés lors de l'intervention, et tout autre élément constituant la voirie au sens large (corps et surface des trottoirs et accotements, corps de chaussée), sont remis à l'état d'origine avant la fin des travaux (qualité des façons, matériaux utilisés, substrat, revêtements).

En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en états aux frais exclusifs du permissionnaire.

ARTICLE 4 :

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera affiché en mairie où le public pourra le consulter aux heures d'ouverture.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Maire, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication ou à compter de la réponse de la commune si un recours gracieux a été déposé.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Maire de La Roquebrussanne, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police Municipale de la commune de La Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-2 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L. 2131-1 dudit code.

Fait à La Roquebrussanne, le jeudi 21 décembre 2023

Le Maire
Michel GROS
Et par délégation du Maire
Monsieur Jean-Pierre GOUJON, 3^{ème} adjoint

